



Luis Miguel Dominguin (à gauche) et Manuel Benitez « el Cordobès » au cours du meeting tenu par les matadors.

(Photo U.P.I.)

Finis les « Olé » : les toreros espagnols en grève contre le fisc

(De notre envoyé spécial
perm. Michel CHAUDE)

MADRID, jeudi.

L'ANNONCE d'une grève provoque toujours une vive émotion en Espagne. Cette fois-ci ce n'est pas l'escalade des actes de protestation préparés par les organisations clandestines à l'occasion du 1er mai qui a ému l'opinion publique, mais une décision prise par le syndicat des matadors de taureaux : à partir de lundi, les toreros ne travailleront plus et une trentaine de corridas et de novilladas devront être suspendues.

Le conflit avait commencé lorsque les toreros avaient dû affronter les ordinateurs du ministère des Finances. Il y a quelques mois, ce ministère avait acheté des machines électroniques pour calculer l'impôt sur le revenu ; jusqu'à présent, pratiquement tous les Espagnols échappaient à cet impôt : seules deux personnes à Madrid figuraient parmi les millionnaires qui le payaient.

Quand les ordinateurs commencèrent à fonctionner, les premières fiches qu'elles perforèrent furent celles des toreros.

Manuel Benitez el Cordobès fut le premier sur la liste des contribuables et il recut une notification du Trésor : il lui devait plus de 300 millions de pesetas d'impôts (22 millions de francs) sur ses revenus des cinq dernières années.

« Pourquoi serions-nous les seuls ? »

El Cordobès décida de se retirer des arènes « au lieu de continuer à travailler pour le fisc ». Ses camarades choisirent alors de nouveaux dirigeants syndicaux et nommèrent président le Sévillan Paco Camino. Ce dernier et ses camarades exposèrent aussitôt leurs exigences.

Ils demandèrent des écoles de formation professionnelle pour les jeunes « novilleros » en chômage « pour éviter qu'ils ne tombent dans la délinquance et l'homosexualité », et surtout ils firent face au ministère des Finances.

« Nous ne refusons pas de payer l'impôt sur le revenu, mais quand tous les millionnaires le feront. Pourquoi serions-nous les seuls ? » annoncèrent-ils. Ils lancèrent un ultimatum : le 1er mai ils cesseraient de travailler si le fisc persistait dans ses intentions.

Hier après-midi, ils ont ratifié à l'unanimité leur décision. Comme en Espagne la grève est un délit qui peut être puni par une peine de deux ans de prison, les toreros ont annoncé que « à partir du 1er mai, ils abandonnaient leurs activités professionnelles parce que leur profession n'était pas rentable ». Il est intéressant de rappeler que l'an dernier, le gouvernement s'était servi des toreros pour faire échouer les manifestations ouvrières du 1er mai.